

DÉLIBÉRATION N°2025-184

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 16 juillet 2025 portant détermination du budget cible du projet de réhabilitation de la liaison 400 kV Cantegrit-Saucats n°2 (RTE)

Participaient à la séance : Emmanuelle WARGON, présidente, Anthony CELLIER, Ivan FAUCHEUX, Valérie PLAGNOL et Lova RINEL, commissaires.

En application des dispositions des articles L. 341-2 et L. 341-3 du code de l'énergie, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) est compétente pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (TURPE). Ces tarifs sont calculés afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par RTE, dans la mesure où ils correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau de transport efficace.

L'article L. 341-3 du code de l'énergie précise que la CRE peut prévoir « *des mesures incitatives appropriées, tant à court terme qu'à long terme, pour encourager les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution à améliorer leurs performances, notamment en ce qui concerne la qualité de l'électricité, à favoriser l'intégration du marché intérieur de l'électricité et la sécurité de l'approvisionnement et à rechercher des efforts de productivité* ».

La délibération n° 2021-12 du 21 janvier 2021 portant décision sur les tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité¹ (le « TURPE 6 HTB ») prévoit un mécanisme de régulation incitative dont l'objectif est d'inciter RTE à maîtriser les coûts de ses grands projets d'investissement dont le budget estimé serait supérieur ou égal à 30 M€.

Le projet de réhabilitation de la liaison 400 kV Cantegrit-Saucats n°2 entre dans le champ d'application de ce mécanisme.

1. Contexte

1.1. Rappel du cadre de régulation du TURPE 6 HTB

La délibération TURPE 6 HTB prévoit un mécanisme ayant pour objectif d'inciter RTE à la maîtrise des coûts d'investissements. Les principes applicables aux investissements d'un montant supérieur à 30 M€ sont les suivants :

- préalablement à la décision d'engagement de dépenses, la CRE audite le budget présenté par RTE et fixe un budget cible ;
- quelles que soient les dépenses d'investissement réalisées par RTE, l'actif entrera dans la BAR à sa valeur réelle lors de sa mise en service (diminuée des subventions éventuelles) ;
- si les dépenses d'investissement réalisées par RTE pour ce projet se situent entre 95 % et 105 % du budget cible, aucune prime ni pénalité ne sera attribuée ;
- si les dépenses d'investissement réalisées sont inférieures à 95 % du budget cible, RTE bénéficiera d'une prime égale à 20 % de l'écart entre 95 % du budget cible et les dépenses d'investissement réalisées ;

¹ [Délibération de la CRE du 21 janvier 2021 portant décision sur le tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité \(TURPE 6 HTB\)](#)

- si les dépenses d'investissement réalisées par le gestionnaire de réseau de transport (GRT) sont supérieures à 105 % du budget cible, RTE supportera une pénalité égale à 20 % de l'écart entre les dépenses d'investissement réalisées et 105 % du budget cible.

1.2. Objet de la délibération

La délibération a pour objet la fixation du budget cible du projet de réhabilitation de la liaison 400 kV Cantegrit-Saucats n°2 pour l'application du mécanisme de régulation incitative.

2. Caractéristiques du projet

2.1. Consistance technique

La ligne haute tension reliant les postes électriques de Cantegrit (Landes) et Saucats (Gironde) est composée de deux liaisons aériennes exploitées en technique 400 kV et traverse le parc naturel des Landes de Gascogne dans une zone de corrosivité forte.

Le projet de réhabilitation de la liaison n°2, objet de cette délibération, s'inscrit dans le cadre du plan « corrosion » présenté par RTE dans son schéma décennal de développement du réseau publié en 2019. Ce projet vise à résorber la dégradation avancée des pylônes de suspension en acier noir, installés en 1958 et constituant 84 % de l'ensemble des pylônes de la liaison (104 unités). Il permettra ainsi de limiter les risques d'avaries notamment en vue de la reconstruction de la liaison n°3 parallèle.

Les travaux intègrent également le remplacement du câble de garde, l'adaptation des matériels des postes de Cantegrit et Saucats ainsi que la mise en résilience de la liaison au changement climatique.

2.2. Calendrier du projet

RTE engagera les études et travaux préliminaires à l'été 2025 puis réalisera la majorité des opérations sur les lignes aériennes à partir de 2027. RTE envisage la complétion de la réhabilitation en 2029 et prévoit la reconstruction de la liaison parallèle (dite n°3) à partir de 2031.

2.3. Budget envisagé par RTE

Le budget prévisionnel envisagé par RTE s'élève à 53,3 M€.

Postes de coûts	M€ ²
Etudes	[SDA]
Travaux	[SDA]
Fournitures	[SDA]
Main-d'œuvre	[SDA]
Total budget fonctionnel	[SDA]
Provision pour risques probabilisée	[SDA]
Total	53,3

Ce budget inclut 0,8 M€ de dépenses réalisées avant le début de l'audit.

² Les chiffres inscrits dans cette délibération sont arrondis au dixième.

3. Audit du projet et analyse de la CRE

La CRE a mené un audit du budget prévisionnel du projet transmis par RTE.

3.1. Budget fonctionnel

Après analyse du budget, la CRE ne retient pas d'ajustement sur le budget fonctionnel du projet.

3.2. Provision pour risques

RTE a demandé un montant de provision pour risques, incluant les risques spécifiques et les aléas génériques, fondé sur le percentile P70 de la distribution probabiliste du coût des risques. En cohérence avec ses décisions précédentes, la CRE estime que la moyenne des coûts simulés est une référence plus adéquate qu'une estimation probabiliste à P70 pour la définition d'un budget cible efficace, dans la mesure où RTE ne justifie pas son choix de retenir un P70 sur une analyse des coûts réalisés de projets mis en service. La CRE retient donc un ajustement sur la provision pour risques représentant un montant de -1,0 M€₂₀₂₅.

Hormis le passage du P70 à la moyenne des coûts simulés, la CRE ne retient pas d'ajustement supplémentaire portant sur la provision pour risques du projet.

3.3. Synthèse

Le budget retenu par la CRE s'élève donc à 52,3 M€ (ajustement total de – 1,0 M€).

Poste de coûts (M€)	Budget proposé par RTE	Budget retenu par la CRE	Montant de l'ajustement
Budget fonctionnel	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Provision pour risques	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Total	53,3	52,3	- 1,0

4. Prise en compte de l'inflation

4.1. Contexte

La délibération n°2023-162 portant détermination du budget cible du projet de création du poste Les Îles et de dépose de la ligne Frogès-Verney³ prévoit un mécanisme spécifique permettant de protéger RTE contre le risque d'inflation particulier lié à ce projet en raison de l'étalement des travaux sur plusieurs années. Ce mécanisme a été reconduit pour la détermination de plusieurs budgets cibles par la suite.

RTE a formulé une demande similaire de mise en place d'un mécanisme spécifique pour couvrir le risque lié à l'inflation sur le projet de réhabilitation de la liaison 400 kV Cantegrit-Saucats n°2.

4.2. Analyse de la CRE

La CRE considère que RTE est effectivement soumis à un risque d'inflation particulier pour ce projet, lié à l'étalement des travaux sur plusieurs années et aux montants significatifs en jeu.

³ [Délibération de la CRE du 12 juin 2023 portant détermination du budget cible du projet de création du poste Les Îles et de dépose de la ligne Frogès-Verney.](#)

Ce mécanisme mènerait, avec les projections d'inflation en France du World Economic Outlook d'avril 2025⁴, à un ajustement à la hausse de 2,8 M€ par rapport au budget en euros constants de l'année 2025. L'absence de prise en compte de ce risque pourrait donc conduire à sous-estimer le budget réel du projet lié à l'évolution des conditions économiques.

La CRE retient donc les chroniques de dépenses à indexer présentées ci-dessous.

	Engagé en 2025	Indexé 2026	Indexé 2027	Indexé 2028	Indexé 2029	Indexé 2030
Budget prévisionnel (M€ ₂₀₂₅)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Risques (M€ ₂₀₂₅)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Chronique prévisionnelle C_N (M€₂₀₂₅)	2,1	0,7	16,4	16,2	15,9	1,1
<i>Part du total</i>	4%	1%	31%	31%	30%	2%

Ces chroniques étant établies en euros constants de l'année 2025, celles-ci seront donc réévaluées afin de calculer le budget cible final du projet en euros courants. Le budget cible final se calculera par l'addition des chroniques prévisionnelles (C_N) multipliées par l'inflation réalisée entre l'année N et l'année 2025. L'inflation réalisée est définie comme l'évolution de la valeur moyenne de l'indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac, tel que calculé par l'INSEE pour l'ensemble des ménages France entière (référéncé INSEE 0001763852), constaté sur l'année civile N par rapport à la valeur moyenne du même indice constatée sur l'année civile 2025.

La CRE retient donc que le budget final sera fondé sur les chroniques prévisionnelles, remises à jour de l'inflation réalisée. Ces chroniques ne seront donc pas actualisées en cas de modification de la date de mise en service du projet, afin d'inciter RTE à une mise en service rapide du projet.

⁴ <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2025/04/22/world-economic-outlook-april-2025>

Décision de la CRE

La délibération du 21 janvier 2021 portant décision sur les tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (le « TURPE 6 HTB ») prévoit un mécanisme de régulation incitative dont l'objectif est d'inciter RTE à maîtriser les coûts de ses grands projets d'un montant supérieur à 30 M€, via la fixation, par la Commission de régulation de l'énergie (CRE), d'un budget cible.

Pour le projet de réhabilitation de la liaison 400 kV Cantegrit-Saucats n°2, RTE a présenté un budget prévisionnel de 53,3 M€. En application de la délibération précitée et après audit de ce budget prévisionnel, la CRE fixe le budget cible de ce projet à 52,3 M€ en euros constants 2025, assorti d'une bande de neutralité de +/- 2,6 M€.

S'agissant de la demande de RTE de prise en compte de l'inflation, la CRE considère que le risque lié à l'inflation est particulièrement significatif dans le cas de ce projet dont la chronique de dépense est particulièrement étalée dans le temps. La CRE décide donc l'application d'une méthodologie fondée sur une chronique prévisionnelle estimée en euros constants de l'année 2025. Le budget cible fera ainsi l'objet d'une réévaluation mécanique *ex post* lors du bilan pour application.

La présente délibération sera publiée sur le site internet de la CRE et transmise aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie. Elle sera notifiée à RTE.

Délibéré à Paris, le 16 juillet 2025.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

La présidente,

Emmanuelle WARGON